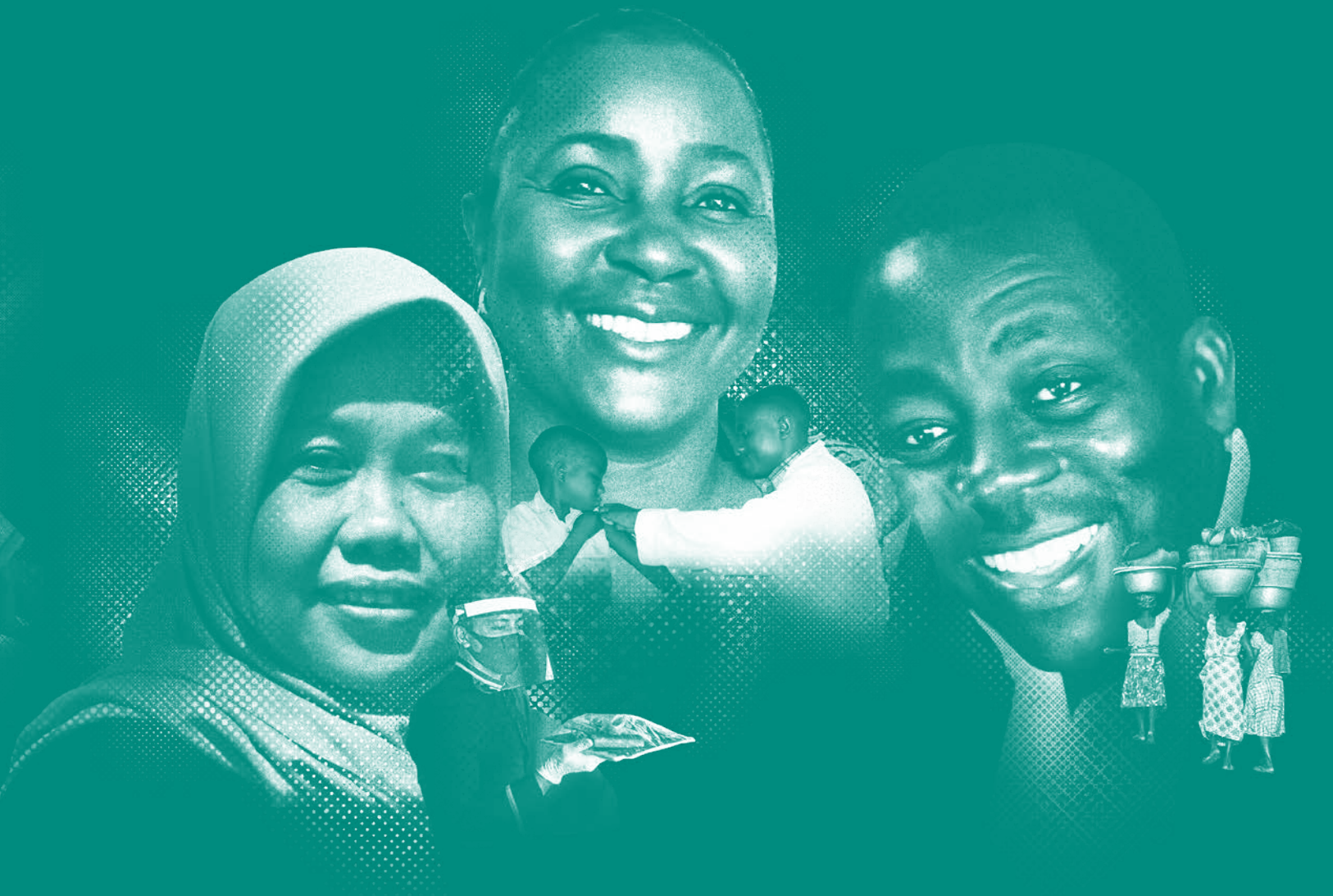
DONNEZ DE L'ESPOIR. ET CHANGEZ LA DONNE !
Soutenez les moteurs du changement du réseau de WSM, afin qu'ils puissent faire la différence ! Faites un don via notre plateforme en ligne www.actions.wsm.be ou via notre compte BE96 7995 5000 0005. Sachez que pour tout don supérieur à 40€ en 2020, vous obtiendrez une déduction fiscale de 60% du montant. Merci déjà pour votre solidarité !

Le choix de WSM : ensemble, et tourné vers l'avenir !

WSM opte pour la coopération internationale et la solidarité. Avec des mouvements sociaux du monde entier, nous visons plus d'égalité, de travail décent et de protection sociale. En réseau, nous partageons des expériences et des connaissances, et nous agissons ensemble. Parce que l'action collective nous renforce ! Coopérer nous emmène plus loin. C'est pourquoi nous offrons à nos partenaires la garantie financière de travailler ensemble sur le long terme. La solidarité internationale permet un changement réel et structurel.

Ce choix est rendu possible grâce à vous ! Nous pouvons compter sur le gouvernement belge pour une partie de nos finances. Mais 35% de nos ressources proviennent de mouvements sociaux solidaires, de villes et de communes, d'initiatives personnelles et de donateur-trices individuel-les comme vous ! **Vos contributions sont donc notre garantie de faire changer les choses.**



#CHANGEONSLADONNE

LA RÉSILIENCE, UNE FORCE À TRANSMETTRE

Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir, et comment le transmettez-vous aux autres ? Nous avons parcouru le monde avec ces questions. De la République dominicaine au Guatemala, de l'Inde à l'Indonésie, de la République démocratique du Congo au Togo, six acteurs et actrices de changement témoignent de ce qui les touche, de ce qui les motive, de ce qui nourrit leurs rêves. Le fil rouge de leurs histoires ? Peu importe la reconnaissance… Ils-elles veulent faire la différence !

TEXTE / Katrien Liebaut - PHOTOS / WSM

MARIA MARTINEZ

DU MOSCTHA EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Les rencontres avec des personnes positives, ma foi, la possibilité d'unir mes forces à celles de personnes partageant les mêmes idées, etc. sont ce sur quoi se construit mon espoir. Je sais que le moment viendra où nous serons plus forts en tant que société. C'est pourquoi je persévère.

Certain-es compatriotes ne me comprennent pas : moi, une dominicaine, qui défend des personnes d'origine haïtienne ? Ils oublient que les droits humains s'appliquent à toutes et tous. Je me bats pour les sans-papiers. Leur situation est désespérée. Cette injustice me met en colère.

Dans nos groupes de discussion, tout le monde est le bienvenu. Nous visitons les quartiers où vivent les migrant-es haïtien-nes avec nos cliniques mobiles. Pour ceux-celles qui ont des papiers et voudraient suivre une formation, nous leur donnons les bonnes informations.

L'amour, la compréhension et le respect: ce sont ces trois piliers que je recommande à tout le monde.

Le MOSCTHA défend les personnes d'origine haïtienne en République dominicaine. Beaucoup d'entre elles vivent sans documents officiels et n'ont donc pas accès aux soins de santé publics, à un emploi, à une éducation. Le MOSCTHA leur apporte l'espoir, avec un soutien juridique, des soins de santé et une formation qui les rend économiquement indépendant-es. **Pour les formations techniques, WSM garantit 3.600 euros par an au MOSCTHA. Avec ce montant, 40 stagiaires peuvent suivre une formation.**

JULIO JIMENEZ

DU SYNDICAT CGTG AU GUATEMALA

Au début de la pandémie, le ministère du Travail et les tribunaux ont cessé leurs activités. Les plaintes des employé-es ne pouvaient plus être entendues. Ironiquement, le ministère est resté accessible aux employeur-euses. Lorsqu'ils ont demandé la liberté de suspendre les contrats sans rémunération, le ministère a rapidement accepté. Nous avons réagi immédiatement et avons exigé une aide gouvernementale pour les chômeur-euses temporaires. Les employé-es se sont alors senti-es représenté-es par nous. Leur confiance en nous me donne de l'espoir.

Les entreprises textiles, en particulier, ont fermé leurs portes ces derniers mois. Des milliers de travailleur-euses ont été suspendu-es. Certain-es ont dû prendre un congé obligatoire. Nous veillons à ce que l'indemnité de chômage promise de dix dollars par jour soit effectivement versée. Nous intentons des procès pour défendre les travailleur-euses. Malheureusement, le gouvernement a annoncé que les réserves financières pour le bonus sont presque épuisées. Mais je reste optimiste. Même dans le chaos, on peut obtenir des résultats positifs.

La CGTG représente 61.000 travailleur-euses guatémaltèques, gère des fonds d'assurance maladie et des pharmacies, et accorde de petits prêts. Avec **4.200 euros**, Julio et son équipe offrent un soutien juridique. Les trois-quarts des membres de la CGTG sont en difficulté financière à cause de la crise et ne sont plus en mesure de payer leurs cotisations de membre. **Avec le soutien de WSM, la CGTG peut continuer à faire la différence.**

JOSÉPHINE AMALA VALARMATHI

DU MOUVEMENT DES TRAVAILLEUR-EUSES DOMESTIQUES NDWM EN INDE

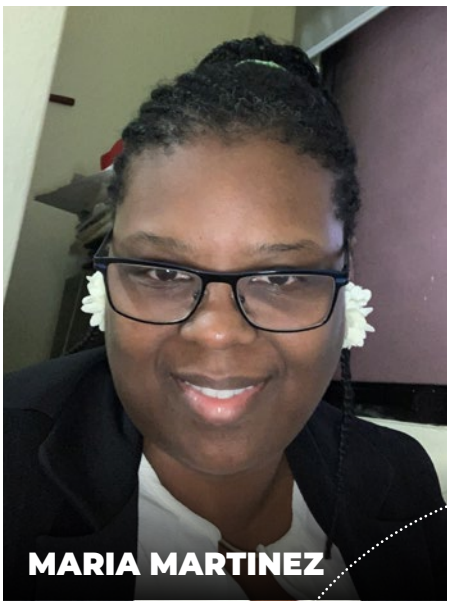
Si nous ne défendons pas les travailleuses domestiques, qui le fera ? Nous sommes leur seul espoir.

La pandémie a apporté tant de chagrin. Les cris de la faim retentissent depuis le mois de mars. Les employeur-euses sont méfiant-es et interdisent le travail à leur personnel domestique. Nous avons fait du porte-à-porte dans les bidonvilles, distribué des colis de nourriture et informé 25.000 familles sur les gestes barrières. Nous avons aidé aussi les travailleur-euses domestiques au chômage à obtenir des allocations gouvernementales.

Nous continuons également à organiser des formations, car de nouvelles compétences augmentent les chances sur le marché du travail. Malheureusement, nous avons perdu des membres à cause de ce terrible virus.

Mon conseil ? Ne vous laissez pas distraire par la crise. Continuez à contribuer par vos gestes quotidiens à une société humaine, plus juste et solidaire.

En Inde, le **NDWM** défend les droits des travailleur-euses domestiques, organise des formations et des campagnes de sensibilisation. Grâce à ce mouvement, le travail de femme de ménage a été reconnu comme un véritable travail, avec des droits et des niveaux de salaire minimum. Cette année, WSM a fourni un soutien de 15.000 euros pour de l'aide alimentaire, les mesures de prévention Covid-19 et le plaidoyer pour étendre les mesures sociales. **Le NDWM est une véritable bouée de sauvetage.**


MARIA MARTINEZ

RÉPUBLIQUE
DOMINICAINE

GUATEMALA

JULIO JIMENEZ

JOSÉPHINE AMALA
VALARMATHI

BRUSSELS-CAPITAL REGION
BRUSSELS-CAPITAL REGION
BRUSSELS-CAPITAL REGION
BRUSSELS-CAPITAL REGION

INDE

SULISTRI AFRILESTON

INDONÉSIE

RD CONGO

31 OCT. 2020
HATEZ - VOUS!
JEANNE KAZAMBA MUNIERE

YVES DOSSOU

TOGO

SULISTRI AFRILESTON

EN INDONÉSIE

Avec la crise du coronavirus, des milliers de travailleur-euses ont perdu leur emploi cette année. En plus, récemment, le gouvernement a voté une nouvelle loi sur le travail. Cette *«loi omnibus»* ne fait qu'effacer ce pour quoi nous nous sommes battu-es pendant des années ! Les salaires minimum ont été soudainement abolis, les indemnités légales de licenciement fortement réduites,... C'est une pilule amère à avaler. Pourtant, nos membres restent pleins d'espoir et nous font confiance. Cela me donne de la force.

Aucun secteur n'échappe à la pandémie, mais le secteur du tourisme, un secteur clé dans notre pays, est particulièrement touché. Les clients des hôtels ne reviennent pas, et les hôtels ont du mal à payer leur personnel. KSBSI s'engage à dialoguer, avec des succès à la clé.

Un message pour les lecteur-trices ? Continuez à faire preuve de solidarité. Surtout maintenant ! Et je voudrais lancer un appel aux syndicalistes en Belgique : tout conseil pour négocier l'abrogation de la loi omnibus est le bienvenu !

La confédération syndicale indonésienne **K-SBSI** compte plus de 800.000 membres. Cette année, son attention s'est principalement portée sur les travailleur-euses touché-es par les impacts du Covid-19. Avec un soutien de WSM de **9.000 €**, K-SBSI sert de médiateur pour les indemnités de chômage de 47.000 personnes licenciées. **Mais les temps s'annoncent difficiles. La solidarité internationale reste nécessaire.**

JEANNE KAZAMBA MUNIERE

D'UNE MUTUELLE DE SANTÉ EN RDCONGO

Je suis gestionnaire d'une mutuelle de santé. Nos membres peuvent compter sur des soins de qualité et le remboursement de 90% des coûts.

Pour que la solidarité fonctionne vraiment, nous avons besoin de beaucoup de membres ! Des animateur-trices descendent dans la rue et expliquent combien coûte une admission à l'hôpital sans mutuelle de santé. Nous voyons parfois des familles qui doivent vendre leurs appareils ménagers pour pouvoir payer leurs frais de santé. Cela doit vraiment changer ! Grâce à des accords clairs, une mutuelle de santé peut garantir des soins de qualité. Et nos services vont bien au-delà de cela. Nous fournissons des conseils santé, organisons des formations professionnelles et encourageons les gens à se rassembler en coopératives pour s'assurer des revenus plus stables.

Connaître l'intérêt des lecteur-trices belges pour notre action est un réel encouragement pour moi.

Le **CGAT** veut fournir des soins médicaux de qualité et abordables à la population congolaise. Au total, douze mutuelles comptant plus de 30.000 membres sont sous la gestion du CGAT. Jeanne peut compter sur leurs conseils. Le CGAT organise des formations pour les mutualistes, contrôle et garantit la qualité des soins et aide au bon remboursement des frais médicaux. **Avec un capital de départ de 12.000 euros, le CGAT peut lancer une nouvelle mutuelle de santé.**

Par son travail de plaidoyer politique, le CGAT cherche à faire reconnaître le principe du mutualisme au niveau national, afin de donner à toute la population l'accès à des soins de santé de qualité.

YVES DOSSOU

DU SADD AU TOGO

Lorsque l'on prend conscience de sa réalité et de la force du collectif, lorsque les têtes et les cœurs s'enflamment pour les valeurs humaines, alors les actes suivent.

Ce qui me donne la force de continuer, c'est de constater que les lignes bougent, grâce à l'action de SADD. Nous nous mobilisons pour promouvoir les droits des travailleur-euses, avec une attention particulière pour les secteurs vulnérables, souvent oubliés, comme les travailleur-euses du secteur minier. Nous défendons aussi les communautés voisines de ces projets miniers, dont la vie et l'environnement sont fortement affectés. Nous nous assurons ensemble qu'un vrai dialogue social ait lieu afin que les entreprises prennent leur responsabilité.

Mon message aux lecteur-trices, c'est cet adage africain **: « *La nuit est longue, mais le jour vient.* »** Nous poursuivrons notre lutte, dans la légalité et la non-violence, pour une transformation sociale qui réponde aux besoins, aux aspirations et aux droits des travailleur-euses et de la population.

Le **SADD** forme un vaste mouvement citoyen pour faire connaître les droits économiques, sociaux et culturels des travailleur-euses togolais-es. **Avec 5.000 euros, le SADD forme 100 personnes au syndicalisme, au droit à un environnement sain, à un travail décent, à la sécurité et à la santé, et à la responsabilité sociale des entreprises. Parce que la lucidité incite à l'action !** Cette année, une attention particulière a été accordée à la prévention sanitaire, afin de contrer la pandémie de Covid-19, et aux conseils sur la façon de mener le dialogue social en entreprise sur les mesures à prendre pour lutter contre le virus.